



Qui pour booster la liste fédérale à Bruxelles faute de Sophie Wilmès ? Heu... Ça rûle au MR

Georges-Louis Bouchez n'aura donc pas réussi à boucler ses listes électorales bruxelloises pour le 22 février comme il l'avait espéré. Jeudi, les pourparlers et les réunions allaient bon train entre libéraux pour finaliser la liste MR à la Chambre. Car pour que Sophie Wilmès puisse tirer la liste à l'Europe, le 9 juin, selon ses souhaits, il faut trouver une autre tête de liste capable de ramener pas mal de voix. Depuis quatre semaines, le MR recherche la perle rare, ou au moins un lapin blanc (sorti du chapeau présidentiel) à placer en bonne position pour booster l'équipe bleue. C'est peu dire que de nombreux/nombreuses candidat(e)s ont été testé(e)s par les libéraux ces derniers jours pour cette liste fédérale, et par effet domino, pour la liste régionale bruxelloise également (un vase communicant entre les deux n'étant pas exclu).

Le nouveau feuilleton bleu dure, dure. Ce qui commence sérieusement à lasser, pour ne pas dire énerver, en interne. Le camp Wilmès n'étant pas le moins impatient...

En attendant, des tas de noms circulent (et disparaissent parfois aussi rapidement de la liste des prétendants). Jeudi matin, *Sudinfo* révélait ainsi, à juste titre, que le journaliste sportif de la RTBF, Rodrigo Benkens, a été approché par le président du MR. Le Monsieur « cyclisme » de la chaîne publique aurait toutefois, nous revient-il, décliné la proposition. M.A.D.

PRESSE

Des sites d'information accessibles gratuitement aux élèves pendant un mois

Les élèves du secondaire, de tous les réseaux et types d'enseignement, pourront à nouveau accéder aux versions numériques des quotidiens francophones du pays pendant un mois, du 25 mars au 24 avril, dans le cadre de la troisième édition de l'opération « Ouvrir mon quotidien numérique », annonce mercredi Lapresse.be. Les enseignants souhaitant inscrire une ou plusieurs classes peuvent le faire jusqu'au 15 mars. « L'objectif est de montrer aux jeunes que l'information professionnelle, crédible et vérifiée se trouve aussi en ligne », indique Lapresse.be, qui réunit l'ensemble des éditeurs de presse quotidienne francophone et germanophone du pays. « A travers l'offre "Ouvrir mon quotidien numérique" et grâce à l'investissement des enseignants ou d'autres personnes responsables, les jeunes pourront notamment aiguïser leur esprit critique, éveiller leur curiosité et comparer le traitement de l'information entre différents titres, médias et supports afin de se forger leur propre opinion sur l'actualité. »

L'opération est également ouverte aux personnes responsables d'activités d'éducation aux médias dans d'autres institutions comme des internats, des bibliothèques, des organisations de jeunesse...

L'an dernier, 570 classes s'étaient inscrites au programme pour un total de 11.300 élèves. L'opération, réalisée en collaboration avec le Conseil supérieur de l'éducation aux médias, est soutenue par la Fédération Wallonie-Bruxelles. BELGA

DÉCHETS NUCLÉAIRES

Pour les citoyens, « reporter la décision n'est pas une option »

Organisé par la Fondation Roi Baudouin, le débat sociétal « Présent.e.s pour le futur » a rassemblé des centaines de citoyens, dont de nombreux jeunes, pour réfléchir pendant un an au sort des déchets radioactifs. Ils demandent de ne pas écarter les scénarios alternatifs à l'enfouissement géologique en Belgique, qui est néanmoins validé comme élément central.



BERNARD PADOAN

Il y a un peu moins d'un an, la Fondation Roi Baudouin (FRB) ouvrait le « débat sociétal » sur le sort à réserver aux déchets nucléaires à haute activité et longue durée de vie, dont on sait que certains d'entre eux resteront dangereux pour l'homme et pour l'environnement pendant un million d'années. Plus de 1.500 personnes ont pris part aux différents forums, rencontres, débats et interviews menés sous la houlette de la FRB. Parmi eux, une trentaine d'experts, mais surtout 1.100 jeunes âgés de 16 à 18 ans et près de 500 citoyens.

Si la décision politique de principe d'un enfouissement des déchets en profondeur sur un seul site a été prise par le gouvernement, le processus qui y mènera va encore prendre plus d'un siècle – les travaux ne débiteront pas avant 2045, et le site sera fermé, si tout va bien, en 2135 ! « Cette étape (la décision du gouvernement, NDLR) marquait le point de départ de la réflexion, sans toutefois spécifier l'emplacement, le calendrier ou les modalités concrètes de mise en œuvre de ce stockage », rappelle la FRB. « Avant que ce projet ne se concrétise, de nombreuses décisions doivent donc encore être prises ». Des décisions qui méritent d'être éclairées en amont par l'avis des citoyens.

C'est en tout cas ce qu'a fait l'Ondraf, l'organisme public chargé de la gestion des déchets nucléaires dans notre pays, en commanditant à la FRB l'organisation de ce débat sociétal dont les conclusions – certes non contraignantes pour le(s) futur(s) gouvernement(s) –, ont été présentées ce jeudi. Rassemblées dans un rapport en sept chapitres, elles forment en quelque sorte un « cahier des charges ».

Tout d'abord, il est demandé aux autorités publiques d'établir un « cadre éthique » avec « des valeurs et des principes clairs » – fondements scientifiques, solidarité, harmonisation internationale, faisabilité (financière), continuité de la politique d'une génération à l'autre – qui devraient être inscrits dans une loi, de sorte que tous les acteurs

soient contraints « d'opérer dans le respect de ce cadre ».

Il y a un peu moins d'un an, la Fondation Roi Baudouin a ouvert le « débat sociétal » sur le sort à réserver aux déchets nucléaires à haute activité et longue durée de vie. © PIERRE-YVES THIENPONT.

soient contraints « d'opérer dans le respect de ce cadre ».

Les participants insistent également pour que le mouvement entamé par le débat sociétal ne soit pas un « one shot ». Il faut, pour eux, continuer à impliquer activement la société civile dans le processus décisionnel, créer une « culture participative permanente » pour « garantir un soutien démocratique solide ». « Les citoyens estiment que la gestion à long terme des déchets radioactifs n'est pas qu'une question techno-scientifique », soulignent les conclusions. « Il s'agit d'un enjeu de société ». Autre recommandation : créer une structure de gouvernance qui coordonnerait le processus décisionnel en toute transparence.

Ajuster les décisions

Dans tous les cas, pour les citoyens, il faut agir sans tarder. « Reporter la décision n'est pas une option : c'est un constat unanime », souligne le rapport. Mais en veillant à ne pas confondre vitesse et précipitation. La question de la réversibilité des décisions, notamment liées à d'éventuelles avancées scientifiques – on pense au projet Myrrha mené par le Centre de recherches nucléaires de Mol, qui promet de réduire les déchets en les réutilisant par le procédé de la transmutation – a animé les débats. « Il est essentiel de garantir aux générations futures suffisamment de latitude pour qu'elles puissent contribuer au processus décisionnel et ajuster les décisions en fonction des avancées (scientifiques, techniques, sociétales) qui seront alors disponibles », note la FRB. Et si l'enfouissement géologique a été validé comme un « élément clé de toute solution de gestion raisonnable » par le panel, les citoyens demandent que les scénarios alternatifs – plusieurs stockages spécialisés, stockages internationaux partagés, stockage temporaire pour quelques centaines d'années... – continuent à être étudiés en parallèle, pour ne fermer aucune porte trop tôt.

Avancer en parallèle, cela veut aussi dire amorcer le processus de sélection du ou des sites de stockage. On le sait, la

solution qui tient la corde, c'est l'enfouissement dans des couches profondes – à 400 mètres sous la surface – d'argile peu indurée comme on en trouve dans la région de Mol. Pour trouver le site adéquat, ce que le panel propose, c'est de travailler à rebours, en fixant les critères (financiers, géologiques, sociétaux...) et en établissant une « carte négative » indiquant les régions où le stockage géologique n'est pas possible.

Dernière préoccupation des citoyens : « sécuriser le financement pour les générations futures ». Sur ce point-là, on le sait, le dossier a avancé. En échange de la prolongation des réacteurs de Doel 4 et Tihange 3, Engie a obtenu un plafonnement des provisions pour la gestion des déchets nucléaires. L'énergéticien versera 15 milliards d'euros dans un fonds public indépendant, baptisé Hedera, placé sous le contrôle direct du Parlement – pour éviter aux gouvernements futurs la tentation d'aller y piocher de l'argent à leur guise. Approuvé en deuxième lecture par le conseil des ministres ce mercredi, le projet de loi Hedera doit atterrir à la Chambre dans les semaines à venir.

Reste une question cruciale : l'important travail produit sera-t-il suivi d'effets ou filera-t-il aussitôt dans un tiroir ? C'est une inquiétude majeure des participants au débat sociétal. Et si l'actuel gouvernement n'a plus guère assez de temps que pour déposer le document sur la table du formateur du futur exécutif en espérant qu'il s'en empare, c'est vers l'Ondraf que les regards se tournent aussi. C'est lui qui devra rédiger une nouvelle proposition pour un Plan national de gestion des déchets radioactifs. « Nous n'aurions aucun intérêt à nous asseoir sur ce travail qui a été fait dans le cadre de ce débat », assure Marc Demarche, directeur général de l'Ondraf. « Ce rapport confirme certains éléments clés, comme l'enfouissement géologique, mais il nous permet aussi d'élargir l'horizon sur le plan éthique, sociétal, etc. C'est une façon supplémentaire de regarder le problème et ce ne serait pas très malin de ne pas en tenir compte. »